



PROGRESSIVE ALLIANCE
ALLIANCE PROGRESSISTE

ALIANZA
PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Résolution sur la situation en République kirghize

Adoptée le 19 septembre 2025

Buenos Aires, Argentine

L'Alliance progressiste exprime sa profonde préoccupation face aux conclusions de la Human Rights Measurement Initiative (HRMI), de Human Rights Watch (HRW) et d'autres organismes internationaux de renom, selon lesquelles les sociaux-démocrates au Kirghizistan sont victimes d'une persécution systématique en raison de leurs opinions politiques et sont exposés à un risque accru de menaces, d'attaques et de restrictions illégales. De plus, l'Alliance partage la position énoncée dans la Stratégie de l'Union européenne pour l'Asie centrale, qui reconnaît que les sociaux-démocrates sont devenus des victimes de répression politique, et soutient l'appel stratégique de l'UE à mettre immédiatement fin à cette persécution.

Nous condamnons le verdict du tribunal dans l'affaire de Koy-Tash, utilisé comme instrument de représailles politiques contre les membres actifs du Parti social-démocrate du Kirghizistan. Compte tenu de la gravité des allégations relatives aux événements des 7 et 8 août 2019, nous appelons à une enquête indépendante et impartiale, avec un rapport public complet et des mécanismes de responsabilité, conformément aux obligations internationales du Kirghizistan en matière de droits humains.

L'Alliance progressiste réaffirme sa position concernant l'affaire de Temirlan Sultanbekov et des sociaux-démocrates, en notant que les autorités du Kirghizistan entravent la liberté d'expression et de réunion, et recourent à des tactiques qui empêchent la participation de l'opposition au processus électoral, notamment l'exclusion de candidats d'opposition, les arrestations illégales, les procès à huis clos et l'adoption de lois permettant des élections non compétitives. Ces mesures constituent une violation directe des obligations internationales du Kirghizistan et ont sapé la confiance publique, comme en témoigne le taux de participation historiquement bas de 17 % aux élections de novembre 2024.

Nous sommes profondément préoccupés par la détérioration rapide de la situation des droits humains et des libertés dans le pays, puisque de 2022 à 2025, le Kirghizistan est passé de la 72e à la 144e place dans l'Indice de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF), et occupe désormais la 148e place dans l'Indice de perception de la corruption de Transparency International.



L'Alliance progressiste appelle les autorités de la République kirghize à :

- Garantir un procès public et ouvert dans l'affaire de Temirlan Sultanbekov et des sociaux-démocrates, avec diffusion obligatoire conformément à la législation nationale ;
- Lever immédiatement les restrictions à la liberté de mouvement de Temirlan Sultanbekov, en garantissant sa capacité à exercer ses fonctions de service public, et annuler également les interdictions illégales imposées à d'autres sociaux-démocrates ;
- Rétablir le fonctionnement des médias indépendants et mettre fin à la pratique consistant à les fermer sur la base de motifs fabriqués ;
- Soutenir des missions politiques au Kirghizistan afin d'enquêter sur les événements liés à Koy-Tash, sur le dossier électoral des sociaux-démocrates et sur la dégradation des droits humains et des libertés fondamentales.

L'Alliance progressiste exprime sa pleine solidarité avec les sociaux-démocrates et tous les citoyens du Kirghizistan qui défendent la démocratie et la justice.